



IMPORTANCE DES INSTITUTIONS FINANCIERES DANS LE PROCESSUS DU DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES DANS LA REGION D'ALAOIRA-MANGORO, MADAGASCAR

¹VONONA Nandrasana Miarintsoa, ²MAMIARISOA Jean Edith Françoise, ³BELA Christian

¹Doctorante, Université de Toliary Madagascar

^{2,3} Docteur et Professeur, Université de Toamasina Madagascar

Résumé

A Madagascar, les institutions financières comme la banque et Microfinances contribuent encore faiblement au processus d'exploitation et du développement des entreprises. L'objectif est de donner une explication plus pratique sur la faible part des intuitions financières au regard des entreprises en situation de pauvreté. Pour réaliser le travail, cent-vingt entreprises de petite et moyenne taille dans la région Alaotra-Mangoro (région de la cote-Est du pays) ont été prises au hasard et fait l'objet d'une enquête. La méthode d'échantillonnage utilisée est la grappe. Le résultat de cette recherche a montré que l'attitude des agents envers la banque constitue comme facteur déterminant du développement des entreprises d'une part, et l'offre du secteur financier (banque et/ou Microfinances) n'est pas pertinent par rapport au contexte du monde rural malagasy d'autre part. La partie discussion est importante afin de comprendre les enjeux du contexte face à la performance des institutions financière.

Mots-clés : développement, financement des entreprises, institutions financières, Madagascar

Abstract

In Madagascar, financial institutions such as banks and microfinance still contribute little to the process of operation and development of enterprises. The objective is to give a more concrete explanation on the low share of financial intuitions towards enterprises in poverty situation. To carry out the work, one hundred and twenty small and medium-sized enterprises in the Alaotra-Mangoro region (east coast region of the country) were randomly selected and surveyed. The sampling method used was cluster sampling. The result of this research showed that the attitude of the agents towards the bank is a determining factor in the development of the enterprises on the one hand, and that the offer of the financial sector (bank and/or microfinance) is not relevant in the context of the Malagasy rural world on the other hand. The discussion section is important to understand the contextual issues in relation to the performance of financial institutions.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.15569359>

1. Introduction

A Madagascar, comme dans les pays d'Afrique subsaharienne, l'inclusion financière est encore en état embryonnaire. Le degré de pauvreté peut être expliqué par le niveau de participation des institutions financières dans le cycle d'exploitation. Certes, la production est un élément de la formule de la croissance économique d'un pays. La difficulté d'accès aux services financiers fait partie des facteurs déterminants du faible niveau de développement des économies des pays en développement. Les pauvres sont généralement exclus du crédit bancaire, parce qu'ils ne sont pas en mesure de fournir des garanties matérielles suffisantes, et aussi parce que les coûts de sélection, de surveillance et d'incitation sont très importants pour que l'activité soit rentable pour les banques. Alors que, le financement des activités d'une entreprise est un élément essentiel qui conditionne son niveau d'activité et son développement. C'est le premier souci de tout entrepreneur, qu'il soit dans le secteur traditionnel ou dans le secteur moderne. Il se pose dès le départ avec la constitution de l'entreprise, il intervient ensuite dans le cadre de son fonctionnement courant et devient crucial dans la réalisation de nouveaux investissements destinés au développement de l'entreprise. La question centrale de ce travail est la suivante : quel est la part du secteur financier (via les institutions financières) dans le développement des entreprises malagasy? C'est dans cet angle que ce manuscrit fixe son objectif de faire un état de lieu sur la contribution des banques ou institutions financières dans la croissance économique de Madagascar, à travers du cycle d'exploitation, afin d'avancer des perspectives d'amélioration. Sur ce, nous avons formulé deux hypothèses suivantes : (i) la grande majorité de la population malagasy se trouvent encore en dehors du circuit bancaire, et (ii) le circuit bancaire est indispensable au financement du cycle d'exploitation à Madagascar.

2. Matériels

2.1. Présentation de la zone d'étude

Située entre 17° 19' et 19° 90' de latitude Sud et 48° 12' et 48° 39' de longitude Est, la Région Alaotra Mangoro une superficie de 33 441 km². Elle est de forme allongée selon une direction sub-méridienne de 400 km de longueur et d'une largeur moyenne de 85 km. La Région Alaotra Mangoro est limitée : au Nord par le district de Mandritsara, région de Sofia, province de Mahajanga ; au Nord-Ouest par le district de Tsaratanàna, région de Betsiboka, province de Mahajanga ; à l'Ouest par les districts d'Anjozorobe et de Manjakandriana, région d'Analamanga, province d'Antananarivo ; au Sud par le district de Marolambo, région d'Antsinanana, province de Toamasina ; au Sud-ouest par la région du Vakinankaratra, province d'Antananarivo ; et à l'Est par les régions d'Analanjorofo et d'Antsinanana. Se présentant comme une cuvette bordée de montagnes escarpées, la Région Alaotra Mangoro se situe entre la falaise de l'Angavo à l'Ouest est celle de Betsimisaraka à l'Est. La population de la Région Alaotra Mangoro avoisine 1 175 581 habitants. La région abrite ainsi 4,8 % de la population de

Madagascar. Cette part est légèrement supérieure à la moyenne nationale de 4,5 %. Bien que l'ensemble de la population des 3 districts les plus peuplés (Ambatondrazaka, Amparafaravola et Moramanga) représente 81,6 % de celle de la région, il n'indique que 4 % de la population nationale. La population des 2 autres districts ne représente qu'une part infime de 0,9 %. Le district d'Ambatondrazaka, Chef-lieu de région est le district le plus peuplé de la région où le nombre de la population était estimé à 342 413 habitants l'année 2015. Le district de Moramanga se positionne au second rang avec un nombre de la population comptait à 290 236 habitants en 2015. Avec un part de population de 26.05%, le district d'Amparafaravola se positionne au troisième rang avec un nombre de la population de 282 299 habitants en 2015.

2.2. Revue de la littérature

Compte tenu des différentes définitions, les entreprises représenteraient entre 97.2% à 99.9% du total des entreprises au Canada. Le nombre des entreprises s'est accru de 48% depuis 1979 (Statistique Canada, 1994). Au niveau de la répartition de l'emploi, en incluant les travailleurs indépendants, un peu plus de 47,1% de tous les Canadiens actifs travaillaient pour des entreprises de moins de 100 employés et près de 40.0% d'entre eux travaillaient pour des sociétés de moins de 50 employés (Industrie, Sciences et Technologie Canada, 1991).

L'engouement pour les entreprises est également grand aux États-Unis. À preuve, Thomas J. Dean (1989) a répertorié dans une bibliographie, plus de 380 titres, essentiellement américains, portant sur l'entrepreneurs et les entreprises. Et au Canada, Louis Jacques Filion (1991) liste près de 300 ouvrages dans la bibliographie sélective de son livre "Vision et relations: clefs du succès de l'entrepreneur". Beaucoup de ces publications sont du type normatif et un écart important semble exister entre la place qu'occupent les entreprises dans l'économie et celle occupée dans la littérature scientifique (Wortman, 1987). Il reste néanmoins que la très grande majorité de la littérature consacrée à la gestion privilégie une approche normative pour la grande entreprise. Malgré un taux de mortalité variant selon le secteur d'activité, plus d'une nouvelle entreprise sur deux disparaît avant ses cinq ans (Bizaguet, 1991). Entre 1990 et 1991, 158 000 entreprises ont cessé leurs activités, ce chiffre représente un taux de fermeture de 17%. Ce taux de mortalité excessif est attribué à diverses causes, allant d'un sous-financement chronique, à des erreurs d'appréciation du marché lui-même, ou à une carence de ressources nécessaires à l'exploitation d'une occasion d'affaires (Sauvé, 1995).

2.3. Méthode

Outre que la recherche bibliographique et visites auprès des services concernés comme le ministère de l'industrie et du développement du secteur privé, le chambre de commerce de la région Alaotra-Mangoro, nous avons mené une enquête auprès de cent-vingt chefs d'entreprises dans cette région. Afin

de respecter la représentativité de l'échantillonnage, nous avons divisé la taille par le nombre de districts composant la Région qui est cinq et cela nous donne un effectif d'environ 24 enquêtés par district. En général, les entreprises ou acteurs dans l'exploitation se différencient d'une à l'autre. Nous allons présenter dans le tableau suivant la répartition des enquêtés selon leur taille.

Tableau 1. Taille des enquêtés

Taille de l'Entreprise	Petite	Moyenne	Grande	Total
Proportion (en %)	74	20	6	100

Source : Auteur, 2024

Dans le but de réduire le risque de représentativité de l'échantillon, la répartition des enquêtés a été réalisée comme suite : 74% sont des petites entreprises, 20% sont des moyennes et 6% sont de grandes. Cette répartition éclaire que l'ensemble des enquêtés ont confirmé qu'elles n'atteignent pas encore la taille moyenne.

3. Résultats

En général, le critère d'inclusion reposait sur la condition d'être responsable dans l'entreprise depuis au moins un an. Ainsi, les données recueillies ont été traitées sous Windows Word et les résultats bruts de l'enquête ont été analysés avec le logiciel SPSS.

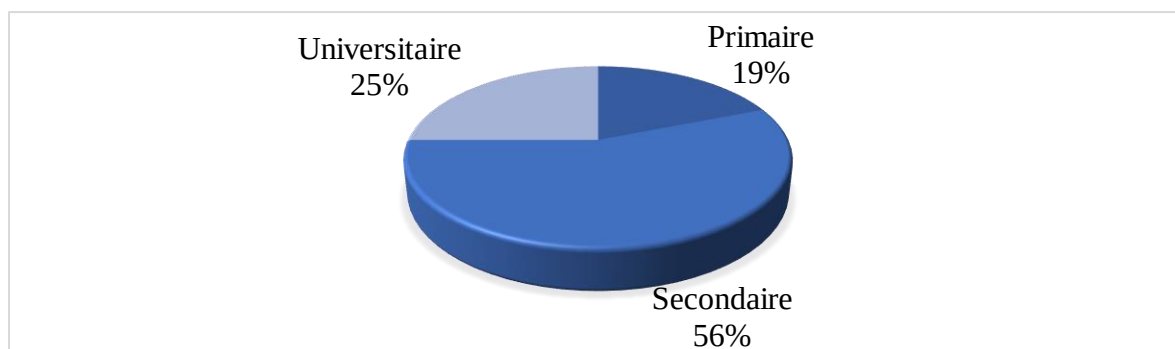
Tableau 2. Période de financement des entreprises

Période	Moins d'un an	2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Petite	58	31	0	89
Moyenne	7	13	4	24
Grande	0	0	7	7
Total	65	44	11	120

Source : Auteur, 2024

Ce résultat montre que près de la moitié des enquêtés financent leurs activités par le circuit bancaire avec une période très peu (moins d'un an). Tandis que, ceux qui sont classés comme grande utilisent le financement plus longtemps, alors que les petites font le contraire.

Figure 1. Niveau d'instruction du chef d'entreprise



Source: Auteur, 2023

Notre enquête a pu révéler que 19% des interviewés ont le niveau d'instruction relatif au niveau primaire, 56% sont de niveau secondaire et 25% ont atteint le niveau universitaire.

Tableau 3. Satisfaction aux offres de financement

Perception	Non satisfait	Satisfait	Total
Effectif	41	79	120
Proportion (%)	34	66	100

Source : Auteur, 2023

Parmi les 120 entrepreneurs enquêtés, environs 41 ont déclaré insatisfait devant l'offre de banques en matière de services. En revanche, 79 entre eux confirme qu'ils sont satisfaits des services de la banque.

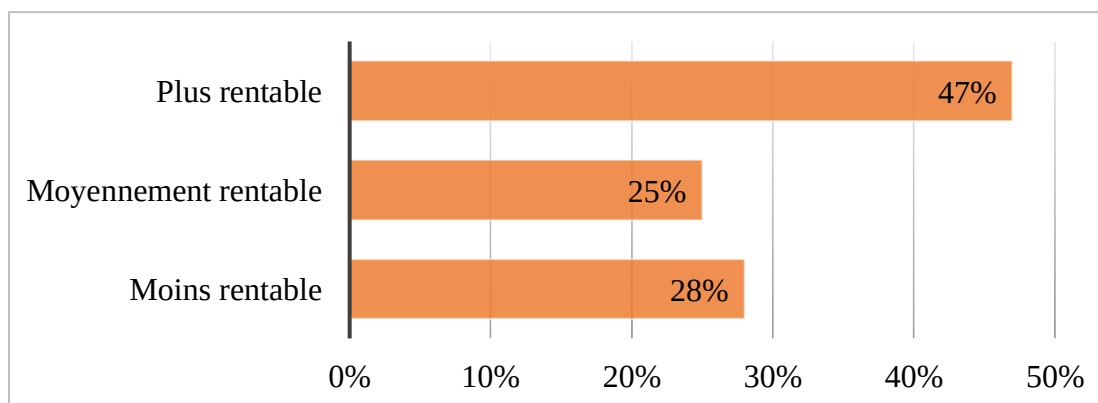
Tableau 4. Importance des financements

Perception	Important	Non important	Total
Effectif	82	38	120
Proportion (en %)	68	32	100

Source : Auteur, 2023

Environs 68% des enquêtés jugent que le financement du cycle d'exploitation par le circuit bancaire est important. Pourtant, il existe encore 32% ont répondu le contraire.

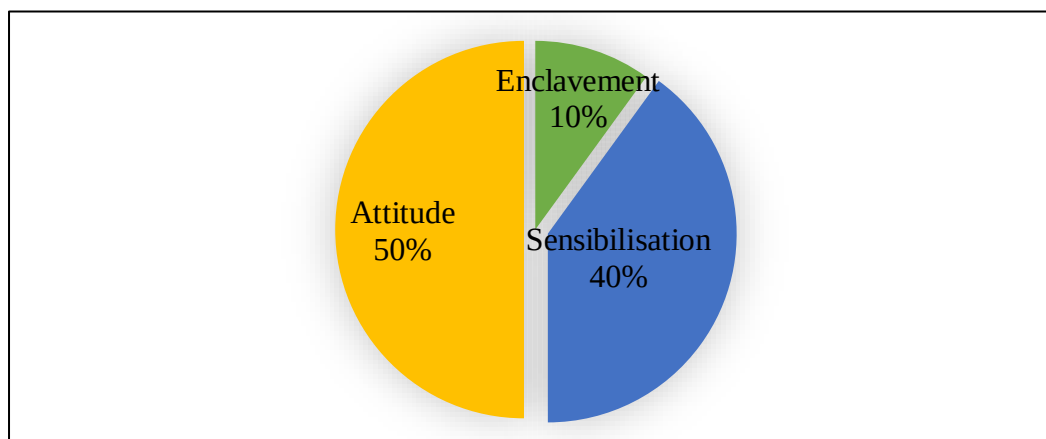
Figure 2. Apport des institutions financières aux entreprises



Source : Auteur, 2024

Cette figure montre que moins de la moitié des entrepreneurs ont confirmé que leurs activités sont plus rentables en basant sur le financement par circuit bancaire. En revanche, 28% d'entre eux déclarent que le financement n'est pas rentable.

Figure 3. Motifs de non utilisation u financement via institutions financières



Source : Auteur, 2024

Selon l'avis des interviewés, les facteurs explicatifs du faible taux d'utilisation de services bancaires dans la région Alaotra-Mangoro sont généralement liés par l'enclavement, le manque de sensibilisation et l'attitude des agents dans la zone rurale. Entre les trois facteurs expliquant le faible taux d'utilisation du circuit bancaire, le problème d'attitude est le plus accentué.

4. Discussion des résultats

Dans cette partie nous allons discuter en premier lieu la part du secteur financière pour les entreprises en évoquant leurs caractéristiques et en second lieu les déterminants de sa contribution à Madagascar.

4.1. Les entreprises sont des PME et en besoin d'assistance financière

En général, la quasi-totalité des entreprises interrogées sont de petite taille. Elles ont peur d'emprunter de l'argent pour la banque. Alors que le système bancaire est indispensable pour le développement de leurs activités. D'ailleurs, la grande partie des entreprises (74%) sont de petite taille. Ceci est le résultat du non financement par le circuit bancaire. Alors qu'à cette taille, l'entreprise doit développer ses activités pour augmenter sa production, afin d'améliorer sa rentabilité. L'expérience des pays développés, comme la France, confirme que les entreprises sont principalement financées par le circuit bancaire. En effet, les petites entreprises ont la durée de financement la plus courte (moins d'un an). Cela reflète le fait que leurs activités sont assez précaires, ce qui les rend plus vulnérables. La majorité des moyennes entreprises ont une durée de financement de deux à cinq ans. Cela peut expliquer leur classement de petite à moyenne entreprise. La durée de financement peut assurer la rentabilité et la performance de l'entreprise. Les grandes entreprises financent leur cycle d'exploitation pour une durée supérieure à cinq ans. Cela peut expliquer la force de la durabilité de la grande entreprise. Outre la taille et la durée du financement, le niveau d'éducation de l'entrepreneur influence le comportement et la décision de l'entreprise. Dans notre cas, plus de la moitié des entrepreneurs de la région ont terminé leurs

études au niveau de l'enseignement secondaire. Ce dernier peut expliquer la rationalité des décisions, comme celle d'entrer ou non dans le système bancaire pour améliorer les performances de leur entreprise.

4.2. Faible taux d'utilisation des institutions financières causée par l'attitude des entrepreneurs

A Madagascar, comme dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, parfois les agents ne font pas confiance au système bancaire. Cela peut être une conséquence du manque d'éducation financière du pays. Le système flou des institutions a également un impact négatif sur les ménages dans les zones rurales. Le manque de programmes d'information, d'éducation et de communication menés par l'État et surtout par les institutions financières pour la population rurale rend les entrepreneurs ou autres agents indifférents. Pas encore cultivée par rapport à l'importance des banques, la population préfère financer ses activités par de petits capitaux plutôt que par un financement bancaire.

4.3. Incohérence entre l'offre et la demande en matière de financement des entreprises

La majorité des agents n'ont pas une confiance totale dans le système bancaire pour financer leurs activités. Ils pensent que la banque est là pour tirer profit de leur situation. Cependant, la majorité confirme que le financement du cycle d'exploitation est important (avec une proportion de 68%). Contrairement à ce qui se passe dans les zones urbaines, les habitants de la périphérie sont impertinents dans l'attente des entreprises. Les personnes interrogées ont déclaré que la majorité de l'offre des banques ne cible pas les activités rurales, comme l'agriculture. De plus, les exigences des banquiers en matière de prêts hypothécaires et de garanties empêchent les agents d'entrer dans le circuit bancaire. A Madagascar, plusieurs entreprises estiment encore que le financement bancaire n'est pas rentable à leurs activités, plus précisément à leur cycle d'exploitation.

CONCLUSION

Cet article trouve son intérêt dans le sens où il s'intéresse sur l'importance de notre étude réside dans le fait qu'elle donne un aperçu du financement des activités des entreprises, quelle que soit leur taille, par le canal bancaire. Elle contribue à l'avancement du défi du développement à travers les perspectives et les recommandations du cas de Madagascar.

Dans la zone d'étude, comme partout à Madagascar, la majorité des entreprises sont de petite taille ; peu d'entre elles ont la capacité de rembourser les intérêts bancaires. Cela renforce le cercle vicieux des entreprises à Madagascar. Plusieurs paramètres empêchent les petits exploitants ou les entreprises de ne pas être motivés à appliquer le financement du cycle de production par le circuit bancaire. Ces paramètres sont essentiellement composés par : le problème de la sensibilisation qui s'accroît dans les zones rurales comme la région d'Alaotra-Mangoro, le problème de la confiance envers les banques et autres institutions financières, ainsi que le manque de formation entrepreneuriale des agents. Les caractéristiques de l'entreprise dans la zone d'étude confirment qu'elle a besoin de financement. Mais

leur attitude et leur comportement envers une banque les rendent imparfaites. Cela ferme le cercle vicieux de l'inefficacité. Comme ce phénomène, nous constatons également que la majorité des offres des banques ne sont pas pertinentes ou même inadaptées aux besoins de la population rurale. Le financement étant essentiel à la production, nous avons présenté quelques perspectives et recommandations pour que les entreprises puissent jouer leur rôle dans la croissance économique du pays. Alors, est-il possible d'inclure les petites entreprises dans le système bancaire à Madagascar?

Références bibliographiques

- [1] Bizaguet Armand. (1991). Les petites et moyennes entreprises. Paris: Presses Universitaires de France. 127 p.
- [2] Caudamine, G. et MONTIER, J. Banques et marchés financiers, édition Economica. 1998.
- [3] Fillion L.Jacques. (1988). The Strategy of Successful Entrepreneurs in Small Business: Vision, Relationships and Anticipatory Learning. Thèse de doctorat, Lancaster, University of Lancaster. 339 p.
- [4] Jean David C. BOULAKIAKIA, Monnaie et Banque au Canada, Holt, Rinehart et Winston Limitée, Montréal, 1971.
- [5] Moez OUNI (2011), étude empirique de la relation entre le système monétaire et financier et la croissance économique, Thèse présentée à la Faculté des sciences économiques, Université de Neuchâtel, 389 p.
- [6] Pierre Sauvé, structure économique et développement des Entreprises de services: le cas du marketing de services aux entreprises, Université du Québec à Montréal, 126 p.
- [7] SAF FJKM (2019), monographie de la région Alaotra-Mangoro, 280 pages.
- [8] Wortman Max S. Jr. (1987). Entrepreneurship: An Integrating Typology and Evaluation of the Empirical Research in the Field. Journal of Management. Vol. 13 #2. p. 259-279.
- [9] Wortman Max S. Jr., Birkenholz Wayne. (1991). Entrepreneurship Research on a Global Basis: An Empirically Based Model (Editors: Bensch Dieter, Mugler Josef.). June 24-26, Vienna, Austria